

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.965

La réalité commande de construire le chemin de fer

Route en mer : droit dans le mur

L'Organisation météorologique mondiale vient une nouvelle fois d'alerter dans son rapport annuel. La concentration des gaz à effet de serre a encore augmenté. Pour le CO₂, elle a atteint en 2013 le nombre de 396ppm, c'est 142% de la valeur d'avant le développement de l'industrie. L'urgence est donc de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et de protéger la population de la menace de la hausse du niveau de la mer. A La Réunion, l'objectif est de faire le contraire car l'essentiel des crédits est destiné à tenter de construire une route en mer pour les automobiles. Le ridicule va-t-il bientôt cesser? Car les conclusions de l'OMM sont implacables, en voici des extraits:

En 2013, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère représentait 142% de ce qu'elle était à l'époque préindustrielle (1750), et celles du méthane et du protoxyde d'azote respectivement 253% et 121%.

Le Bulletin de l'OMM sur les gaz à effet de serre rend compte des concentrations – et non des émissions – de ces gaz dans l'atmosphère. Par émissions, on entend les quantités de gaz qui pénètrent dans l'atmosphère et, par concentrations, celles qui y restent à la faveur des interactions complexes qui se produisent entre l'atmosphère, la biosphère et les océans. L'océan absorbe aujourd'hui environ le quart des émissions totales de CO₂ et la biosphère un autre quart, limitant ainsi l'accroissement du CO₂ atmosphérique.

«Les lois de la physique ne sont pas négociables»

Or l'absorption du CO₂ par les océans est lourde de conséquences: le rythme actuel d'acidification des océans semble en effet sans précédent depuis au moins 300 millions d'années, selon les résultats d'une étude.

«Nous savons avec certitude que le

climat est en train de changer et que les conditions météorologiques deviennent plus extrêmes à cause des activités humaines telles que l'exploitation des combustibles fossiles», a déclaré le Secrétaire général de l'OMM, Michel Jarraud.

«Le bulletin sur les gaz à effet de serre souligne que la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, loin de diminuer, a augmenté l'an dernier à un rythme inégalé depuis près de 30 ans», a poursuivi M. Jarraud. «Nous devons inverser cette tendance en réduisant les émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre dans tous les domaines d'activité. Le temps joue contre nous.»

«Le dioxyde de carbone demeure pendant des centaines d'années dans l'atmosphère et encore plus longtemps dans l'océan. L'effet cumulé des émissions passées, présentes et futures de ce gaz se répercutera à la fois sur le réchauffement du climat et sur l'acidification des océans. Les lois de la physique ne sont pas négociables.»

L'océan au centre du débat

«Le bulletin sur les gaz à effet de serre fournit aux décideurs des élé-

ments scientifiques sur lesquels ils peuvent s'appuyer. Nous possédons les connaissances et nous disposons des leviers nécessaires pour prendre des mesures visant à limiter à 2°C l'augmentation de la température et donner ainsi une chance à notre planète tout en préservant l'avenir des générations futures. Plaider l'ignorance ne peut plus être une excuse pour ne pas agir.»

«La décision d'inclure dans ce numéro du Bulletin de l'OMM sur les gaz à effet de serre une section sur l'acidification des océans était nécessaire et vient fort à propos. Il est grand temps que l'océan, qui est le facteur déterminant du climat de la planète, soit dorénavant au centre du débat sur le changement climatique», a fait valoir Wendy Watson-Wright, Secrétaire exécutive de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO.

«Si l'on estime que le réchauffement planétaire n'est pas une raison suffisante de réduire les émissions de CO₂, il devrait en être autrement pour l'acidification des océans, dont les effets se font déjà sentir et ne feront que se renforcer dans les décennies à venir. Je partage l'inquiétude du Secrétaire général de l'OMM: le temps, effectivement, joue contre nous.»

Droits humains

«En 2014, la faim est toujours d'actualité»

Olivier De Schutter, ex-rapporteur spécial de l'ONU, a dénoncé dans une interview accordée au magazine «Le Point», «l'inertie du système agricole mondial», assurant que «le droit à l'alimentation est encore une fiction».

Près de 842 millions d'êtres humains dans le monde, soit approximativement une personne sur huit, sont victimes de faim chronique entre 2011-13. Selon les Nations Unies, ils n'avaient pas assez à manger pour mener une vie saine et active.

Pour l'ancien rapporteur, la famine «tue plus que le cancer, la guerre ou les catastrophes naturelles». Ce dernier a assuré qu'«en 2014, la faim est toujours d'actualité. Plus d'un milliard de personnes souffrent de sous-alimentation. Deux milliards de plus sont mal nourries. En parallèle, on dénombre 1,3 milliard d'individus en surpoids ou obèses. Cherchez l'erreur!».

La planète peut produire suffisamment de nourriture

L'erreur pour le coprésident d'Ipsos Food «quand on sait que la planète pourrait produire largement assez pour nourrir tout le monde». L'Ipsos Food est le regroupement d'experts souhaitant analyser et préconiser des mesures pour lutter contre la famine. Pour cela, il est indispensable que «de réinvestir dans l'agriculture, mais pas n'importe laquelle. Celle entre les mains des petits producteurs, qui souvent font appel à une main-d'œuvre familiale, dans les pays où la productivité est la plus basse».

Pour l'ancien rapporteur des Nations Unies, les solutions proposées dans les Objectifs du développement durable (en remplacement des Objectifs du millénaire, NDLR) «vont dans le mauvais sens». Parce qu'elles prônent «les vieilles recettes de la libéralisation des produits agricoles, qui ont prouvé qu'elles échouaient». Ce dernier a déploré la libéralisation qui met «en concurrence les agricultures du monde entier, sacrifier les moins compétitives et encourager une agriculture focalisée sur l'exportatrice plutôt

que sur les cultures vivrières».

Pour ce dernier, il est nécessaire d'aller vers «un rééquilibrage entre les marchés internationaux et locaux, qui ont été sous-développés». Il y aurait une contradiction entre la volonté de lutter contre la famine et le développement du commerce international qui remet en question les petites structures agricoles, permettant d'arriver à l'autosuffisance alimentaire d'un bon nombre de pays sous développés.

«Le droit à l'alimentation est une fiction» car «nous vivons dans un monde qui, si l'on gérait adéquatement nos ressources, pourrait nourrir pratiquement deux fois la population de la planète». En effet, la Planète produit près de 4 500 kcal par personne et par jour, ce qui représente deux fois plus que les besoins journaliers de 7 milliards d'habitants.

Supprimer les monopoles céréaliers

Les raisons de cet accaparement des ressources proviendrait des principales entreprises céréalières qui monopolisent le commerce international. «Leur poids est encore plus excessif dans certaines régions. Cela entraîne des rapports de force extrêmement inégaux dans les chaînes alimentaires, du producteur au consommateur», a expliqué Olivier De Schutter. Ce dernier préconise le renforcement des organisations pay-

sannes «face à leurs intermédiaires, c'est un tabou dont on ne parle jamais dans les sommets internationaux».

D'autant plus que les prix augmentent sans rapporter aux paysans, cependant en cas de baisse des prix, leurs revenus diminuent. Une inégalité cautionnée par des institutions internationale et organisées par les céréaliers, car les coopératives peuvent permettre le renforcement de «leur pouvoir de négociation, à mieux choisir leurs acheteurs. Il faut aussi qu'ils soient mieux informés des prix auxquels ils peuvent prétendre».

Olivier De Schutter assure que la malnutrition ne concerne pas seulement les pays du Sud, mais des Etats développés comme les Etats-Unis, où l'écart se creuse entre la qualité du régime alimentaire des plus riches et des plus pauvres. Le rapporteur explique que dans les pays développés, «les groupes sociaux les moins favorisés et les moins bien logés sont les moins bien alimentés», très souvent victimes de diabète, cholestérol. Raison pour lesquels ce dernier tient à surtaxer les produits trop gras, trop sucrés et trop salés, afin d'en décourager la consommation.

Pour conclure, il a assuré que les décisions prises par les institutions internationales «le sont en faveur des lobbys, et non des populations. Le seul obstacle, au fond, n'est pas technique. Il est de nature politique».

Céline Tabou

«Nous vivons dans un monde qui, si l'on gérait adéquatement nos ressources, pourrait nourrir pratiquement deux fois la population de la planète»

Édito

La France est-elle encore réformable ?

La question mérite d'être posée, tellement les résultats des réformes ont conduit à aggraver la situation. Mais, surtout c'est au sommet de l'Etat que ça ne va pas du tout. C'est au cœur de l'organisation et de la prise de décision que plus rien ne fonctionne «normalement» alors que le Chef de l'Etat avait souligné qu'il sera un «président normal». Nous atteignons, ainsi, un degré de déliquescence tout azimut. Les mécanos les plus aguerris ne semblent plus en capacité de colmater les brèches béantes.

Le Premier ministre pensait avoir trouvé la sérénité d'une équipe cohérente, en liquidant les fissures de la contestation. Il avait donc choisi les meilleurs éléments de son entourage pour constituer une équipe à toute épreuve. Et l'on découvre un vice caché chez Thévenoud, celui qu'il avait choisi pour assurer la fonction de Ministre au Commerce Extérieur. Valls est en colère. Il l'accuse de «désinvolture» car il fait «honte» à la gauche, la France et la République. Sur la lancée, il aurait pu ajouter son momon, son papa, son fanm qui a déjà perdu aussi son boulot au Sénat.

Au fond, Valls exprime le sentiment de quelqu'un qui a été trompé par celui en qui il a placé sa confiance. Comment ne pas élargir cette réaction légitime à l'ensemble des électeurs et électrices qui ont mis leur confiance dans un Président et son équipe, et qui depuis 2 ans et demi ne voit rien venir. Des millions de personnes souffrent en silence en estimant qu'elles ont été trompées. Non seulement la confiance est brisée, mais la politique qui est proposée aujourd'hui va aggraver leurs conditions de départ.

En tout cas, le peuple souverain ne leur a pas confié la tâche de faire le contraire de leurs engagements électoraux. S'il n'y a plus de respect envers la morale et envers le peuple, alors nous sommes bien au cœur d'une crise de régime politique qui tente de se maintenir par des actes d'autoritarisme. Hollande était à Saint-Louis, en 2012. Tous ses engagements ont été filmés. Il a même écrit 2 lettres en faveur du PCR. Revenons au respect de la parole donnée qui est un acte républicain majeur. C'est cela la confiance sinon la France n'est plus réformable.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Vers des sanctions de l'Europe l'année prochaine?

La France augmente son déficit

Le déficit de la France s'est creusé en fin juillet à 84,1 milliards d'euros contre 80,8 milliards en juillet 2013. Pour le ministère des Finances, cela s'explique par des «dépenses exceptionnelles» en matière d'investissements.

Suite à ces chiffres publiés mardi 9 septembre, le gouvernement a annoncé mercredi 10 septembre, qu'il allait à nouveau repousser, à 2017 au lieu de 2015, son objectif de réduction du déficit public de 3% du produit intérieur brut, invoquant «une situation exceptionnelle» en Europe.

«Situation exceptionnelle»

La différence entre les recettes et les dépenses de l'Etat, des collectivités territoriales et de la sécurité sociale, appelé déficit public, va augmenter en pourcentage du PIB cette année, à 4,4% du PIB contre 4,2% l'an dernier, a admis Michel Sapin, ministre de l'Economie. Ce dernier a expliqué lors d'un point presse que le déficit devrait progressivement décroître à 4,3% en 2015 et passer sous le seuil de 3% en 2017.

Initialement, le gouvernement prévoyait un déficit public ramené à 3,8% du PIB cette année et chutant à 3% l'an prochain, afin répondre aux conditions fixées par Bruxelles. Pour le ministre, la situation est «exceptionnelle» en raison de la conjoncture économique au sein de la zone euro, «marquée par une croissance très faible cumulée avec un ralentissement de l'inflation que personne n'avait anticipé». Ce dernier a insisté: la conjoncture est «inédite dans l'histoire économique de l'Europe».

Le gouvernement a expliqué que les comptes de l'Etat étaient plombés par le nouveau programme d'investissements d'avenir, dont le volume total est de 12 milliards d'euros, dont 4,6 milliards d'euros ont été déboursés à fin juillet. Ce programme d'investissement, «c'est 35 milliards d'euros sur dix ans pour financer l'innovation en France, renforcer la productivité, la capacité d'innover et accroître la compétitivité des entreprises», a indiqué le gouvernement sur son site internet.

Des «effets de calendrier»

Hors les frais exceptionnels d'investissement, le gouvernement a tenu son engagement de maîtrise de la dépense publique, passant de 233,5 milliards au 31 juillet, à 231,6 milliards d'euros, soit moins d'1,9 milliard d'euros sur un an. Cependant, les recettes ont considérablement diminué passant de 170,1 milliards à 163,8 milliards d'euros, soit moins de 6,3 milliards sur un an.

Cette baisse des recettes serait due à l'entrée en vigueur du CICE qui fait baisser l'impôt des entreprises, et à des «effets de calendrier», a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué de presse. Concernant,

l'impôt sur les sociétés, les bénéfices nets sont en baisse, en raison du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) de 41,8% sur un an, pour s'établir à 13,6 milliards fin juillet.

L'impôt sur le revenu a rapporté, en net, 44,6 milliards d'euros jusque fin juillet, un chiffre en hausse de 9,6% sur un an, mettant en évidence l'augmentation de la pression fiscale. La TVA est la première source de recettes pour l'Etat, après avoir augmenté le 1er janvier, elle a rapporté 81 milliards d'euros (produit net) entre janvier et fin juillet, soit 3,4% de plus que sur la même période en 2013.

Céline Tabou

Angela Merkel épingle la France

La chancelière allemande a tenu un discours de politique générale pour l'Union Européenne, lors de la discussion du Bundestag sur le budget 2015, mercredi 10 septembre. Face aux critiques contre la rigueur budgétaire allemande, la chancelière est restée inflexible sur la croissance, notamment celle des Français.

Pour la première fois depuis 1969, le budget 2015 de l'Allemagne sera équilibré. Pour Angela Merkel, l'Allemagne est un exemple à suivre. Assurant que «le respect de nos engagements en Europe, en particulier dans la zone euro, doit devenir la marque de fabrique de la zone euro». Une remarque pour la France, qui quelques heures avant son allocution a annoncé le non respect de ses engagements de limiter le déficit public à 3%.

La chancelière Angela Merkel a vivement critiqué les errements de la France. Cette dernière a expliqué que «le financement de l'économie à crédit doit enfin cesser», évoquant «un devoir envers les générations à venir», dans un pays vieillissant. «Une stricte discipline sera nécessaire du côté des dépenses», a-t-elle ajouté, «et ce qui vaut pour l'Allemagne vaut aussi pour l'Europe».

Angela Merkel est soutenue par la presse allemande, qui parle de «coup fourré» français. Le dérapage budgétaire français est très critiqué, notamment par le site du Handelsblatt, quotidien économique d'obédience libérale, qui titre «Nouveau coup fourré de la France: le déficit public devrait atteindre 4,3% du PIB. La France enfonce clairement la règle européenne des 3%, ce qui pourrait avoir de graves conséquences».

Des conséquences à La Réunion

Le non respect des engagements de la France de limiter le déficit public à 3% aura des conséquences pour les RUP et notamment La Réunion, qui bénéficie des fonds structurels. En effet, les investissements européens dans l'île viennent du FSE et du FEDER qui permettent le développement d'infrastructures diverses. La remise en cause de ces fonds pourrait impacter le développement de l'île, qui est déjà classée en retard économique par rapport à la France.

L'OCDE appelle à «réduire les mesures de soutien à l'agriculture qui faussent les marchés»

Nouvelle alerte pour les planteurs

L'OCDE vient de publier son dernier rapport sur les politiques agricoles. Pour cette institution, le problème principal de ce secteur, ce sont les subventions. Ainsi l'Australie, pays producteur de sucre de canne, verse des subventions atteignant à peine 3% des recettes. L'OCDE fustige des pays comme le Japon ou la Norvège où les subventions atteignent 40% des recettes. Or dans la filière canne à sucre, ce pourcentage est dépassé. Si l'OCDE n'est pas la Commission européenne, ses indications permettent d'avoir une idée du contexte des discussions pour autoriser la France à verser 128 millions d'euros de subventions quand les quotas seront supprimés en 2017. Voici des extraits de la position de l'OCDE.

Le soutien public dont bénéficie l'agriculture dans les pays membres a continué de baisser en 2013, mais il est toujours dispensé en grande partie sous des formes qui créent des distorsions sur les marchés, d'après le dernier rapport de l'OCDE sur les politiques agricoles.

Le rapport Politiques agricoles – Suivi et évaluation 2014 indique que le soutien aux producteurs, en légère baisse par rapport à 2012, représentait 18 % des recettes agricoles brutes en 2013, contre 30 % environ il y a vingt ans. Néanmoins, la moitié des 258 milliards USD (194 milliards EUR), auxquels s'élève le soutien en 2013, a servi à financer des instruments d'intervention qui faussent la production et les échanges.

Le rapport appelle les pouvoirs publics à faire davantage pour rompre les liens entre le soutien agricole et la production, et pour que l'accent soit mis sur l'amélioration de la productivité et de la durabilité.

Norvège et la Suisse affichent une estimation du soutien aux producteurs supérieure à 40% des recettes agricoles brutes.

Contre l'aide à la production

Le rapport contient les recommandations suivantes:

- Il convient de démanteler davantage les mécanismes d'intervention sur les marchés et de favoriser les formes de soutien dissociées de la production et axées davantage sur des besoins précis, pour améliorer la productivité et la durabilité conformément aux priorités définies.

- La politique agricole devrait être davantage en cohérence avec l'action publique dans les domaines macroéconomique, commercial, structurel, social et environnemental. Elle devrait réduire les obstacles à l'ajustement

structurel pour attirer des ressources financières et humaines dans le secteur.

- Les pays devraient éviter tout retour au couplage du soutien avec la production, qui peut augmenter les coûts et perturber les marchés. Les réformes futures devraient assouplir ou supprimer les quotas de production.

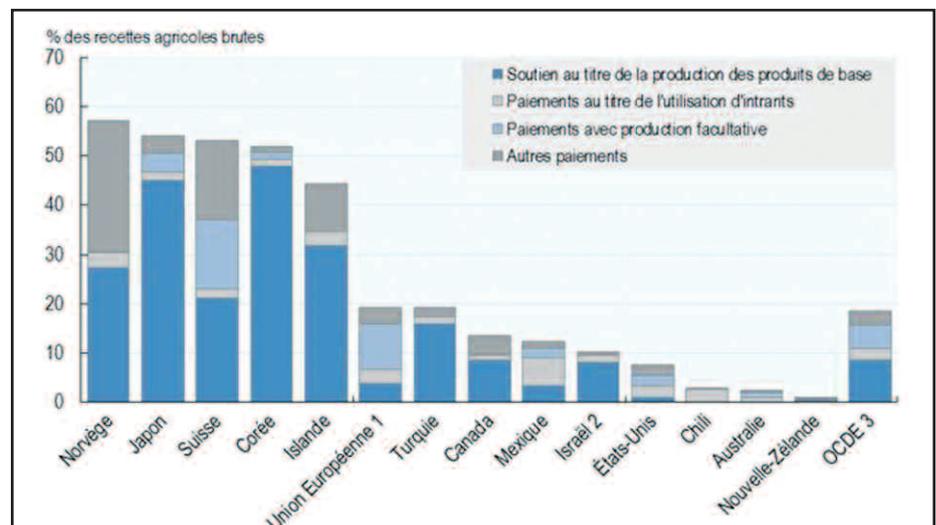
- Les ressources financières dégagées par l'amélioration de l'efficacité du soutien agricole devraient être investies dans l'éducation, les infrastructures et la recherche utiles au secteur. S'agissant de la place accordée à l'environnement et à l'utilisation durable des ressources naturelles parmi leurs priorités, les pouvoirs publics devraient se montrer plus audacieux.

- L'action publique ne doit pas se substituer aux outils de gestion des risques fondés sur le marché, ni à la gestion des risques commerciaux ordinaires par les agriculteurs eux-mêmes.

Australie: pas plus de 3%

Le rapport souligne les écarts importants dans les niveaux et la composition du soutien agricole entre pays membres de l'OCDE et note une avancée inégale de la réforme. Malgré une tendance générale à la baisse du soutien et à sa dissociation de la production, certains pays continuent de procéder à de nombreuses interventions sur les marchés, qui peuvent rejaillir sur les prix.

Tandis que l'Australie, le Chili et la Nouvelle-Zélande se contentent de filets de sécurité, d'aides d'urgence et d'aides à la R-D, maintenant le soutien à moins de 3% des recettes agricoles brutes, la Corée, l'Islande, le Japon, la



Estimation de l'OCDE de la part des subventions dans les recettes des agriculteurs.

Pour la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies

Ebola : la plus grande menace pour le Liberia depuis la fin du conflit

La représentante spéciale de l'Onu au Liberia, Karin Landgren, a déclaré que ce pays est confronté à la plus grande menace depuis ses années de conflit, en soulignant que l'épidémie d'Ebola y a fait au moins 1200 morts.



Le Conseil de sécurité de l'ONU a consacré une séance à la situation du Liberia.
Photo UN Photo/Eskinder Debebe

«La vitesse et l'ampleur des pertes de vies ainsi que les répercussions économiques, sociales, politiques et sécuritaires de la crise Ebola affectent profondément le Liberia», a déclaré Mme Karen lors d'un compte rendu au Conseil de Sécurité de l'ONU mardi, sur l'impact de l'épidémie d'Ebola qui sévit en Afrique de l'Ouest.

«Sa propagation est implacable, avec au moins 2070 cas recensés, dont 160 concernant des travailleurs de la santé», a-t-elle indiqué.

Elle a déclaré au Conseil que la plupart des personnels de santé s'étaient beaucoup impliqués dans les soins aux malades sans équipement de protection adéquat, ni formation ou paiement, en ajoutant: «Les rites funéraires locaux qui nécessitent de toucher et de manipuler les morts, ainsi qu'une tradition de prise en charge des parents et amis malades,

contribuent à la propagation du virus».

Manque de confiance dans le gouvernement

Mme Landgren, qui est également chef de la Mission de l'ONU au Liberia (Unmil), a promis tout le soutien de la mission pour stopper «ce fléau», en notant qu'une riposte réussie à Ebola va nécessiter «une gouvernance ferme», puisque le manque de confiance dans la capacité du gouvernement à résoudre cette crise a contribué à «une dynamique politique fluide» dans le pays.

«La tâche énorme de la lutte contre Ebola a révélé des faiblesses institutionnelles profondes et persistantes,

y compris dans le secteur de la sécurité. Alors que la demande s'intensifie, la police a d'énormes difficultés à préparer et mener des opérations à grande échelle», a indiqué l'émissaire. Elle a ajouté qu'étant donné le fort taux de chômage et sous-emploi, Ebola a accru la précarité économique du Liberia et nécessite «un élan international de soutien» pour aider ce pays. Elle a noté que l'ONU a lancé un plaidoyer au plus haut niveau pour éviter l'isolement du Liberia et des pays voisins touchés par l'épidémie.

Un pays fragile

En outre, Mme Landgren a précisé que la mission cherche du soutien pour les intervenants internationaux de première ligne et la communauté diplomatique pour leur permettre de rester et d'opérer au Liberia.

En s'adressant au Conseil de Sécurité, le président de la Configuration Liberia de la Commission de la Consolidation de la Paix de l'ONU, M. Marten Grunditz, a indiqué que s'il était trop tôt de prédire les besoins réels dans les mois à venir, un soutien bien coordonné de la communauté internationale et de la coopération régionale était essentiel.

Il a souligné que malgré des progrès considérables ces dix dernières années, le Liberia reste un pays fragile en transition post-conflit.

«Il est évident qu'un appui international soutenu sera nécessaire pour assurer le maintien des acquis importants en matière de développement et de stabilité et pour que le Liberia reste sur la voie d'une prospérité et d'une paix à long terme», a expliqué M. Grunditz.

C'en est trop!

S.t.p., dessine-moi un fusible!

«Quand on n'a pas de jouet, on dessine son propre jouet: on est gagnant». La leçon que Slim prodigue aux lecteurs s'élargit aux dimensions de l'axiome. Dès que l'horreur surgit, une saine réaction est de fabriquer ses propres fusibles. Au fond, au sein de la société, le dessin de presse se dresse comme un paratonnerre. Qu'il soit du Burundi, du Burkina Faso ou du Togo, de la Finlande, de la Scandinavie, de la Russie, des États-Unis, de la Chine ou du Canada, sous toutes les latitudes, il attire la foudre et le tonnerre.

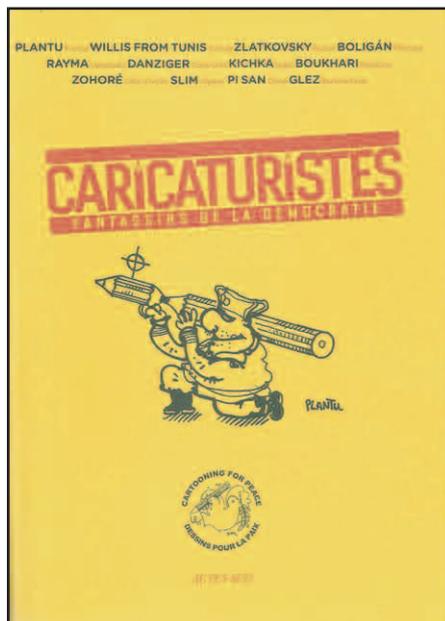
Ici, l'explosion prend la forme d'une étoile de David déformée, avec pour légende: «L'État d'Israël recrutant pour le Hamas». Là, on se bat au banquet de la «République irréprochable» autour d'un gâteau qui a la forme de la France, centre d'un attroupement gargantuesque et bigarré, le banquet des nez longs a des allures de fresque. Le feu de l'actualité fait danser la hachure, bondir le trait; l'encre saute, mine anticorruption, et le crayon scrute l'obscurité des mensonges que voile la brutalité du quotidien. Partout, le dessin venge l'humiliation. Ils disent qu'il y a des valeurs plus hautes que la démocratie: le peuple est manipulable. Les dessins s'empilent et se dressent comme des tours de guet, la vigie à la mine sombre du crayon brandit sa page blanche, de là où il se trouve on peut encore voir l'horizon.

Bande de Gaza: Match de citrouilles mené par deux vieilles sorcières. Sous les cucurbitacées déchiquetées gît le peuple.

La carte de l'Ukraine comme une couverture toute rapiécée qu'on tire à soi. À l'horizon du rire, bien des horreurs. Panorama de la souffrance et de l'humour mêlés. Le rire toujours pourtant se fait entendre un ton au-dessus du cri. Le crayon se veut plus rapide que la balle. Et cette coexistence, plus qu'ailleurs, on la retrouve dans la remarque de Dickens sur son époque: «C'était le meilleur et le pire de tous les temps». Les choses semblent toujours s'améliorer et empirer à la fois, dit le dessinateur américain Danziger, en une sorte de va-et-vient, ou de danse au-dessus du vide. Mais n'est-ce pas là de leur faute?

En pleine guerre d'Irak, George Bush

effectue une visite surprise à Bagdad. Au cours de la conférence de presse, un journaliste irakien lui jette sa chaussure. Danziger représente à sa suite la statue de la Liberté, au lieu de la torche, une chaussure à la main. Et si c'était en direction des dessinateurs qu'elle s'apprêtait à la jeter? Les discours ne font que dessiner des smileys sur les fesses des militaires aux mains sales, ce que représente le journaliste au crayon. Et si le dessinateur n'était à son tour qu'un smiley mal représenté sur le derrière du monde, toujours derrière, en queue?



Caricaturistes, fantassins de la démocratie (Cartooning for peace), collectif, aux éditions Actes Sud.

Oui, le dessin flirte avec le mauvais goût, il est sans cesse sur le fil, côtoie les limites. «Pédophilie: le pape prend position», on sait laquelle quand le gosse de Plantu dit: «Quitte à se faire (...), autant aller voter dimanche.» C'est ce qui fait sa force: le dessin s'interroge souvent, sur sa propre fin. Chacun se souvient de l'affaire des caricatures de Mahomet et de la fatwa, effarante idée de vouloir tuer une personne pour un dessin... Le monde a la même rondeur qu'une bombe que n'importe quelle démocratie pourrait allumer. Mais l'impermanence des crayons mine d'abord les totalitarismes. Les dessins sont parfois comme des poings levés et parfois

rejoignent les rognures de crayons dont ils sont faits.

Des soldats nazis courant après des poux, et leur tirant dessus: dessin en référence au mot ignoble: «À Auschwitz, on n'a gazé que des poux». Moquerie d'une moquerie, jusqu'où peut-on aller en restant drôle? «Est-il divin ou diabolique de se moquer du diable?» est la conclusion d'un conte à la Jérôme Bosch.

«En fait, il faut pouvoir traiter de tout, tranche le dessinateur africain Zohoré, mais de façon intelligente». Sans tabou. «Un gobierno sin humor no es democratico, écrit Rayma du Venezuela: Un gouvernement sans humour n'est pas démocratique. L'équilibre est toujours à trouver entre la gravité du sujet et la légèreté de l'humour. Avec un petit crayon, un bout de papier, le dessinateur pose les problèmes:

«Je me souviens avoir dessiné une planche dans laquelle je racontais qu'il n'y avait plus d'eau dans le pays, plus d'eau du tout, écrit l'Algérien Slim. Il n'en restait que dans la piscine du chef. Avant que celle-ci ne paraisse, on me convoque pour me demander ce que cela signifie. On me reproche d'avoir dessiné la piscine du président. Je rétorque que d'abord, je ne savais pas qu'il avait une piscine, et puis que le chef, cela ne veut rien dire de précis, cela peut être un chef de projet, un chef de gare, etc. Non, me répond-on, cela peut être mal interprété. On ne pouvait pas passer cette planche. D'autant plus qu'à la fin de l'histoire, je disais qu'à la suite d'un appel d'offres, le pouvoir avait pris la décision d'importer des nuages et choisi de gros cumulus de Scandinavie chargés d'eau, malheureusement sur les dix commandés, seuls huit étaient arrivés, qui avait pris les deux manquants?»

Chacun de ces dessinateurs de presse représente en transparence un paradoxe: celui de pouvoir conserver son l'humour quand tout va mal et au plus mal.

Si le crayon se brise plus vite que le fusil, son trait s'enfoncé souvent plus loin dans la multiplicité des esprits.

Jean-Charles Angrand

Otè!

In rézistan i marsh pa dann soulyé dominèr !

Matant Zélida la ékri Justin:

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité. M'a dir aou, franshman, na in n'afèr la kontant amoin pu d'vré, pou d'bon. Kosa i lé d'aprè ou? Sinploman in pti fraz lo préfè i sort partir la di an partan. Li la di konmsa: «Bann rényoné lé jantiy!». Sa i fé plézir amoin pars in préfè sé in gran bononm é kan li di sa, la pa an foutan, la pa non pli san réfléchi. Kan li di sa, sé dann lo pli profonn son kèr... Kaziman dann son pyé d'kèr. Nou kréol bourbon nou lé onète, nou lé jantiy, ni koné rosouvoir. Ala nout kalité!.. Sof pétète pou bann rouj-de-fon, pars zot lé pa parèy ké lé zot. Tok! Pran sa pou toi!

Justin la fé pou répons:

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, mi pans ou sar pa étoné, si mi pran pa lé shoz konm ou. Pou kosa? Pars mi pans i fo ète jantiy avèk sak i mérit out jantiyès, é i fo rann la parèy sak i mérite pa out politès, out jantiyès é out bon akèy. Sa sé in promyé zafèr!.. In dézyèm, sé kan in moun nana in pouvoir, é in profé na pouvoir, i fo li égzèrs sa avèk zistis é moin la poin lo santiman profé-la té in om just. Troizyèmman, lo préfè sé in égzékitan la politik lo gouvèrnman, é kan li égzékite in mové politik i fo pa li kont dsi kréol pou bate la min.

Trojour, moin té aprè pansé, bann profé i vien isi, konm bann gouvèrnman-gosh konm droit-na in misyon. Kèl misyon d'aprè moin? Sé ranfors lo boulé dann pyé bann rényoné... Kèl boulé? Lo boulé pou anbar anou dann shomin nout dévlopman, dann shomin nout responsabilité, dann trin nout liberté. Lé pa difisil pou zot konprann kisa lé avèk zot é kisa lé kontre zot, donk i fo divizé pou régné. Par la mèm, zot i oi kisa lé jantiy é kisa lé pa: in rézistan lé pa jantiy avèk lo pouvoir, li lé pa non pli konpréansif, li na in koz pou défann é li doi pa marsh dann soulyé bann dominèr...

Tok! Pran sa pou ou!

Justin

NB In blag pou la rout, moin la tir sa dann in bann désiné: in ga lé dsi l'bor shomin, koté in flak delo. In loto l'aprè pousé, èl i pass dann basinn lo: «shouaaaaa...» Ala lo boug tranpé dépi an-o zisk'an ba avèk lo la bou. Dégomé konm pa dé, lo ga i di: «Eskiz amoin, moin la pa fé éksopré!»... Ala in boug jantiy! Na poin pli jantiy ké sa!